



Adresse aux **salarié.e.s**

3 avril 2020

Le monde du travail est en première ligne pour affronter une crise sanitaire d'une ampleur inédite. Infirmières, éboueurs, caissières, agents de nettoyage, dockers, cheminots, fonctionnaires territoriaux, ouvrier-es de l'industries agro-alimentaire, médecins, livreurs... salariés du public comme du privé, c'est vous qui maintenez la France debout, c'est vous qui êtes en première ligne face au péril. Hier ignorés, parfois pointés du doigt comme des privilégiés, vous êtes aujourd'hui nos héros ordinaires, célébrés par tous.

Et pourtant, sans attendre, le gouvernement prépare les Français, et particulièrement ceux qui sont au front à de nouvelles politiques d'austérité. Il prend aussi appui de l'épreuve actuelle pour attaquer encore le droit du travail.

Pour les communistes, tout doit d'abord être fait pour protéger les salariés. Les mettre à l'abri de l'épidémie **en cessant les activités non indispensables** d'une part, en mettant d'autre part **tous les moyens de protection à la disposition de celles et ceux qui doivent continuer à travailler**, dans la production et dans les services publics. **Mais les protéger également dans leurs droits**, contrairement à ce qu'autorisent les ordonnances gouvernementales, en mettant en cause les droits à congés ou en allongeant gravement la durée du travail pour ne citer que ces exemples.

Des années durant, on a désigné votre travail comme un coût qu'il fallait à tout prix réduire pour être « compétitif », pour permettre de satisfaire aux exigences de rentabilité de grands actionnaires jamais repus de dividendes. Des années durant, les gouvernements successifs ont affaibli vos services publics au nom d'objectifs comptables, contraires à l'intérêt général et dégradant sans cesse vos conditions de travail. Jamais il n'ont écouté les salariés alertant sur les conséquences de leurs décisions.

Le pouvoir actuel porte lui-même de lourdes responsabilités dans la situation dramatique à laquelle est confronté notre pays.

Il a amplifié les politiques d'austérité au nom de la prétendue nécessité de baisser des dépenses publiques, d'affaiblissement des services publics (et particulièrement de l'hôpital public). Il a accompagné et justifié les abandons industriels, de cadeaux à la finance et aux grandes fortunes qui ont lourdement affaibli notre pays au moment où il doit affronter l'épidémie actuelle. Notre pays est devenu incapable de fabriquer les protections indispensables, les traitements et les matériels médicaux.

Le gouvernement s'est aussi attaqué à vos droits de salariés, jusqu'à supprimer les CHSCT, décision dont on voit aujourd'hui l'absurdité.

Oui, tous les moyens doivent être mobilisés immédiatement, ceux des plus riches et ceux des multinationales, ceux des banques et des assurances, pour que notre société, une des plus riches du monde, protège ses salariés, du public comme du privé.

Vous pouvez compter sur les communistes, sur leurs élus et leurs militants partout dans le pays, pour défendre votre santé comme pour défendre vos droits, comme nous l'avons fait pendant le mouvement sur la réforme des retraites ou depuis des années, pour défendre le budget de l'hôpital public.

Le capitalisme n'a plus d'avenir. Et vous pouvez compter sur le Parti communiste pour mettre fin aux politiques libérales qui ont tant abîmés nos services publics et notre industrie, abandonné la recherche, privilégié la concurrence européenne car il est temps de promouvoir un autre modèle économique respectueux de l'être humain et de la nature.

PRÉPARONS LES JOURS HEUREUX DANS LES ENTREPRISES ET LES SERVICES PUBLICS, exigeons immédiatement :

- ✘ la garantie à chacun de 100 % de ses revenus, 100 % de ses congés, RTT ou CET.
- ✘ la mobilisation de 10 milliards pour l'hôpital public, pour répondre à l'urgence et commencer la reconstruction de notre système de santé.
- ✘ la mobilisation de tout le système bancaire pour défendre le maintien de l'emploi et des salaires, pour la reconquête industrielle, pour le développement de tous les services publics et la transition écologique, et pas, comme après 2008, pour reprendre des activités spéculatives.
- ✘ une nouvelle démocratie dans l'entreprise pour que les salariés pèsent réellement sur les choix de gestion, qui ne peuvent plus être mis entre les mains de ceux qui ne recherchent que la rentabilité financière.

Oui, il n'est pas trop tôt pour combattre efficacement la crise sanitaire et la catastrophe économique et sociale qui vient. Il n'est pas trop tôt **pour inventer et construire tous ensemble une autre logique** où l'argent n'est plus une finalité pour quelques nantis mais bien un levier pour l'épanouissement de tous.

Vous pouvez compter sur les communistes pour y travailler avec vous.